

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 31 OCTOBRE 1928.

Rapport de la Commission de la Défense Nationale, chargée de l'examen du Projet de Loi modifiant l'article 13 de la loi du 28 juillet 1926 relative au rajustement des allocations annuelles des victimes civiles de la guerre et de leurs ayants droit, ainsi que des pensions et allocations visées aux titres II et III des lois coordonnées sur les pensions militaires.

(Voir les nos 117, 319 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 20 septembre 1928 et le n° 192 du Sénat.)

Présents : MM. LEKEU, président; le chevalier BEHAGHEL DE BUEREN, le comte DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, CALONNE, DAMAS, DERBAIX, DEWAELE, DIRIKEN, le vicomte DU BUS DE WARNAFFE, HUISMAN-VAN DEN NEST et PIERLOT, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet soumis aux délibérations du Sénat a pour origine une proposition de loi (Docum. n° 117), déposée le 23 février 1928, par MM. de Burllet et consorts sur le bureau de la Chambre des Représentants et amendée par la Commission spéciale de cette assemblée.

Pour indiquer la portée exacte de la proposition ainsi que du projet, tel qu'il est transmis au Sénat, il paraît utile de rappeler brièvement les dispositions légales qui déterminent le montant des allocations dues aux ascendants des militaires décédés dans des conditions ouvrant, à leurs auteurs, le droit à la pension.

Afin de simplifier cet exposé, nous le limiterons à l'un des cas simples prévus par les articles 39 et 40 des lois coordonnées le 11 août 1923 : celui de deux conjoints, père et mère d'un militaire tué à l'ennemi durant la campagne 1914-

1918, et domiciliés dans une commune de plus de 60,000 habitants.

D'après les articles précités, les intéressés touchent, conjointement, une pension fixe de 800 francs.

Suivant l'article 40bis des mêmes lois coordonnées, cette allocation sera portée à 1,500 francs si l'un des époux est âgé de soixante ans au moins ou atteint d'infirmités entraînant une incapacité de travail de 50 p. c. ou plus et si, en outre, leur revenu global ne dépasse pas 7,500 francs (maximum exonéré de la super-taxe).

Ces règles doivent être combinées avec certaines dispositions de la loi du 28 juillet 1926 :

1° En vertu de l'article 11, dernier alinéa de cette loi, l'augmentation d'allocation prévue par l'article 40bis précité n'est plus due qu'aux ascendants qui en jouissaient ou réunissaient les conditions requises pour en jouir à la date du 28 juillet 1926;

2° L'article 13, quatrième alinéa, décide que le supplément mobile ne s'applique pas à l'augmentation dont il vient d'être question ;

3° Aux termes du cinquième alinéa du même article, la partie mobile est entièrement refusée aux ascendants dont le revenu global atteint 3,600 francs.

La combinaison de toutes ces règles conduit, suivant les cas, à des solutions diverses qui sont énumérées dans le rapport de votre Commission précédant le vote de la loi du 28 juillet 1926 (Doc. n° 201, Sénat, session 1925-1926, pp. 614-615).

Reprenons ce tableau en mettant les données en rapport avec l'index-number 810 et examinons, successivement, les différentes hypothèses possibles.

I. — RÉGIME ACTUEL.

1. Lorsque les intéressés ne sont ni âgés de soixante ans, ni atteints d'une infirmité entraînant une invalidité permanente de 50 p. c. :

a) S'ils jouissent d'un revenu au moins égal à 3,600 francs, le total de leur allocation se monte à 800 francs.

b) Si leur revenu est inférieur à 3,600 francs, ils touchent :

1° Le principal de la pension fr. 800

2° Le supplément mobile (dix-sept tranches de 10 p. c.) . . . 1,360

Fr. 2,160

2. Lorsque les intéressés ou l'un d'eux sont âgés d'au moins soixante ans ou atteints d'une invalidité permanente d'au moins 50 p. c. :

a) Dans le cas où ces conditions se trouvaient réalisées à la date du 28 juillet 1926, ils reçoivent :

1° Si leur revenu est supérieur à 7,500 francs, le principal de l'allocation : 800 francs.

2° Si leur revenu est d'au moins 3,600 francs mais ne dépasse pas 7,500 fr. :

Le principal de l'allocation . fr. 800

La majoration prévue par l'article 40bis des lois coordonnées . 700

Fr. 1,500

b) Si leur revenu est inférieur à 3,600 francs :

Le principal de l'allocation . fr. 800

Le supplément mobile sur cette somme 1,360

La majoration prévue par l'article 40bis des lois coordonnées . 700

Fr. 2,860

3. — Dans le cas où les conditions prévues par l'article 40bis, alinéa 1er, n'ont été réalisées qu'après le 28 juillet 1926, les solutions sont les mêmes que dans l'hypothèse prévue sous le n° 1 :

1° Pour un revenu d'au moins 3,600 francs, la pension sera de 800 francs.

2° Pour un revenu inférieur à 3,600 fr., elle comportera :

Une partie fixe de . . . fr. 800

Un supplément mobile de . . . 1,360

Fr. 2,160

La complexité de ce régime est, vraisemblablement, loin de répondre aux intentions des auteurs des lois successives que nous venons de citer !

La proposition déposée à la Chambre par MM. de Burlet et consorts tendait uniquement à porter au double du maximum exonéré de la supertaxe le revenu global compatible avec l'application de l'article 40bis des lois coordonnées.

C'est-à-dire que, en supposant cette proposition adoptée, il y aurait lieu de modifier comme suit le tableau ci-dessus :

II. — RÉGIME QUE TENDAIT À INSTITUER LA PROPOSITION DE LOI.

.

2° Lorsque les intéressés ou l'un d'eux sont âgés d'au moins soixante ans ou

atteints d'une invalidité permanente d'au moins 50 p. c. :

a) Dans le cas où ces conditions se trouvaient réalisées à la date du 28 juillet 1926, ils reçoivent :

1^o Si leur revenu est supérieur à 15,000 francs, le principal de l'allocation : 800 francs.

2^o Si leur revenu est d'au moins 3,600 francs mais ne dépasse pas 15,000 francs :

Le principal de l'allocation . fr.	800
La majoration prévue par l'article 40bis des lois coordonnées .	700
	— — —
Fr.	1,500

3^o Si leur revenu est inférieur à 3,600 francs... (la suite comme au tableau I).

Le projet de la Commission spéciale de la Chambre voté par cette assemblée et actuellement soumis au Sénat est complètement différent de la proposition de MM. de Burlet et consorts, à laquelle il substitue une disposition entièrement nouvelle, sans aucun rapport avec elle.

Au lieu de modifier l'article 40bis des lois coordonnées le 11 août 1923, il modifie exclusivement l'article 13, alinéa 5, de la loi du 28 juillet 1926, en vertu duquel la partie mobile est totalement refusée aux ascendants dont le revenu atteint 3,600 francs.

A ce dernier chiffre, le projet substitue celui du maximum du revenu global exonéré de la supertaxe (1).

L'effet du projet sera de modifier, de la manière indiquée ci-après, les hypothèses et les solutions auxquelles peut donner lieu l'attribution de la pension au couple d'ascendants dont nous avons pris la situation à titre d'exemple.

(1) Et non du « minimum exonéré de la supertaxe », forme inexacte qu'emploie le projet, conformément, d'ailleurs, à l'usage courant.

III. — RÉGIME QUE TEND A ÉTABLIR LE PROJET SOUMIS AU SÉNAT.

1. Lorsque les intéressés ne sont ni âgés de soixante ans ni atteints d'infirmités entraînant une invalidité permanente de 50 p. c. :

a) S'ils jouissent d'un revenu au moins égal à 7,500 francs, le total de leur allocation se monte à 800 francs.

b) Si leur revenu est inférieur à 7,500 francs, ils touchent :

1 ^o Le principal de la pension fr.	800
2 ^o Le supplément mobile .	1,360
	— — —
Fr.	2,160

2. Lorsque les intéressés ou l'un d'eux sont âgés d'au moins soixante ans ou atteints d'une invalidité permanente d'au moins 50 p. c. :

a) Dans le cas où ces conditions se trouvaient réalisées à la date du 28 juillet 1926, ils reçoivent :

1^o Si leur revenu est supérieur à 7,500 francs : le principal de l'allocation, 800 francs.

2^o Si leur revenu est exactement de 7,500 francs : le principal de l'allocation fr. 800

La majoration prévue par l'article 40bis des lois coordonnées. 700

— — —

Fr. 1,500

3^o Si leur revenu est inférieur à 7,500 francs : le principal de l'allocation fr. 800

Le supplément mobile sur cette somme 1,360

La majoration prévue par l'article 40bis 700

— — —

Fr. 2,860

b) Dans le cas où les conditions prévues par l'article 40bis, alinéa premier, n'ont été réalisées qu'après le 28 juillet 1926, les solutions sont les

mêmes que dans l'hypothèse prévue sous le 1^o :

1^o Pour un revenu d'au moins 7,500 francs, la pension sera de 800 francs.

2^o Pour un revenu inférieur à 7,500 francs, elle comportera :

Une partie fixe de. . . fr. 800

Un supplément mobile de. . 1,360

Fr. 2,160

En résumé le projet de loi, tout comme, du reste, la proposition à laquelle il fait suite, laisse subsister les anomalies déjà relevées dans la législation actuelle. Bornons-nous à en citer deux :

Le supplément prévu par l'article 40bis des lois coordonnées (soit 700 francs pour les deux époux conjointement), sera accordé au couple d'ascendants que nous avons en vue il y a un instant, si l'un des intéressés avait soixante ans à la date du 28 juillet 1926; cet avantage lui sera refusé si cet âge n'a été atteint que le 29 du même mois.

Le même couple d'ascendants, se trouvant dans des conditions déterminées, au point de vue de l'âge ou de l'invalidité, touchera :

Une pension de 2,860 francs, si son revenu global annuel est de 7,499 francs.

Une pension de 1,500 francs, si son revenu global annuel est de 7,500 francs.

Une pension de 800 francs, si son revenu global annuel est de 7,501 francs.

La Commission est d'avis qu'il y aurait lieu de procéder à une refonte de ces dispositions organiques, de manière à simplifier la partie des lois de pensions qui concerne les ascendants de militaires.

Par la même occasion, l'on pourrait envisager la possibilité de relever, dans la mesure permise par les ressources du Trésor, les allocations qui sont insuffisantes pour mettre les parents et grands-parents de nos défenseurs à l'abri du besoin. Ils ont droit à la sécurité et à la dignité de leurs vieux jours.

En attendant cette réforme, tenant compte de l'amélioration partielle que tend à réaliser le projet de loi, votre Commission, à l'unanimité de ses membres, en propose l'adoption par le Sénat.

Le Président,
JULES LEKEU.

Le Rapporteur,
HUBERT PIERLOT.

BELGISCHE SENAAAT

VERGADERING VAN 31 OCTOBER 1928.

Verslag uit naam der Commissie van Landsverdediging belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot wijziging van artikel 13 der wet van 28 Juli 1926 betreffende de wederaanpassing van de jaarlijksche toelagen aan de burgerlijke slachtoffers van den oorlog en van dezer rechthebbenden, alsmede van de pensioenen en toelagen bedoeld in de titels II en III van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen.

(Zie de n^{os} 117, 319 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 20 September 1928; en n^o 192 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren LEKEU, voorzitter; Ridder BEHAGHEL DE BUEREN, Graaf DE BROUCHOVEN DE BERGEYCK, CALONNE, DAMAS, DERBAIX, DEWAELE, DIRIKEN, Burggraaf DU BUS DE WARNAFFE, HUISMAN VAN DEN NEST en PIERLOT, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het aan den Senaat voorgelegde ontwerp heeft tot grondslag een wetsvoorstel (stuk n^o 117), dat op 23 Februari 1928 door den heer de Burlet c. s. bij de Kamer der Volksvertegenwoordigers ingediend en door de bijzondere commissie dezer vergadering geamendeerd werd.

Om de juiste beteekenis van het voorstel alsmede van het ontwerp, zooals het aan den Senaat werd overgemaakt, te doen uitschijnen, lijkt het nuttig bondig in herinnering te brengen de wetsbepalingen, waarbij het bedrag wordt vastgesteld van de toelagen verleend aan de verwanten in opgaande linie van militairen, die overleden zijn in dusdanige voorwaarden dat hunne ouders recht hebben op pensioen.

Ten einde deze uiteenzetting te vereenvoudigen, zullen wij ze beperken tot een der eenvoudige gevallen voorzien

bij de artikelen 39 en 40 der op 11 Augustus 1923 samengeordende wetten : nemen wij het geval van twee echtelingen, vader en moeder van een tijdens den veldtocht 1914-1918 gesneuvelden militair, en gehuisvest in eene gemeente van meer dan 60,000 inwoners.

Volgens voormelde artikelen, trekken de belanghebbenden gezamenlijk een vast pensioen van 800 frank.

Krachtens artikel 40bis derzelfde samengeordende wetten, wordt deze toekenning opgevoerd tot 1,500 frank, indien een van beide echtgenooten ten minste zestig jaar oud is of is aangetast door gebrekkelijkheden, die aanleiding geven tot eene werkonbekwaamheid van 50 t. h. of meer, en zoo bovendien hun globaal inkomen niet een bedrag overschrijdt van 7,500 frank (van supertaxe vrijgesteld minimum). Deze regelen dienen verbonden met sommige bepalingen der wet van 28 Juli 1926 :

1^o Krachtens artikel 11, laatste lid, dezer wet, is de verhooging van toelage voorzien bij voormeld artikel 40bis nog

alleen verschuldigd aan de bloedverwanten in opgaande linie die haar genoten of de voorwaarden vervulden om ze te genieten op den datum van 28 Juli 1926;

2^o Artikel 13, vierde lid, bepaalt dat het veranderlijk deel niet van toepassing is op bedoelde verhooging;

3^o Naar luid van het vijfde lid van hetzelfde artikel wordt het veranderlijk deel geheel ontegenwoordig aan de bloedverwanten in opgaande linie wier globaal inkomen 3,600 frank bedraagt.

Het verband van al deze regelen leidt, volgens de gevallen, tot verschillende oplossingen die opgesomd worden in het verslag van uwe Commissie dat de stemming voorafgaat van de wet van 28 Juli 1926 (Gedr. Stuk, n^o 201, Senaat, zitting 1925-1926).

Zoo wij deze tabel hernemen en er de gegevens van in verhouding stellen tot het indexcijfer 810, zijn achtereenvolgende volgende veronderstellingen mogelijk.

I. — HUIDIG REGIEM.

1. Wanneer de belanghebbenden noch zestig jaar oud, noch aangetast zijn door gebrekkelijkheden die een bestendige invaliditeit van 50 t. h. teweegbrengen :

a) Zoo zij een inkomen hebben van ten minste 3,600 frank, bedraagt hun toekenning 800 frank

b) Indien hun inkomen lager is dan 3,600 frank, trekken zij :

1^o De hoofdsom van het pensioen fr. 800

2^o Het veranderlijk gedeelte (zeventien schijven van 10 t. h.). 1,360

— — —
Fr. 2,160

2. Wanneer de belanghebbenden of een van hen ten minste zestig jaar oud of aangetast zijn door een bestendige invaliditeit van ten minste 50 t. h. :

a) Wanneer deze voorwaarden verwezenlijkt zijn op den datum van 28 Juli 1926, ontvangen zij :

1^o Indien hun inkomen hooger is dan 7,500 frank, de hoofdsom der toekenning : 800 frank;

2^o Indien hun inkomen begrepen is tusschen 3,600 frank en 7,500 frank :

De hoofdsom van de toekenning fr. 800

De bij artikel 40bis der samengeordende wetten voorziene verhooging. 700

— — —
Fr. 1,500

b) Indien hun inkomen lager is dan 3,600 frank :

De hoofdsom van de toekenning fr. 800

Den veranderlijken bijslag op deze som 1,360

De bij artikel 40bis der samengeordende wetten voorziene verhooging 700

— — —
Fr. 2,860

c) In de gevallen waar de bij artikel 40bis, lid 1, voorziene voorwaarden niet werden vervuld dan na 28 Juli 1926, dan zijn de oplossingen dezelfde als in de veronderstelling onder n^o 1^o :

1^o Voor een inkomen van ten minste 3,600 frank, bedraagt het pensioen 800 frank ;

2^o Voor een inkomen lager dan 3,600 frank, bedraagt het :

Een vast gedeelte van . . . fr. 800

Een veranderlijken bijslag van. 1,360

— — —
Fr. 2,160

Dit ingewikkeld stelsel beantwoordt waarschijnlijk op verre na niet aan de bedoelingen van de voorstellers van de achtereenvolgende voormelde wetten :

Het voorstel van den heer de Burlet c. s. in de Kamer had uitsluitend de verdubbeling voor doel van het bedrag van het van supertaxe vrijgesteld maximum globaal inkomen dat vereenigbaar is met de toepassing van artikel 40bis der samengeordende wetten.

Dat beteekent dat, in de veronderstelling dat dit voorstel aangenomen zij, voorgaande tabel als volgt zou moeten gewijzigd worden :

II. — REGIEM DAT HET WETSVOORSTEL WILDE INVOEREN.

2. Wanneer de belanghebbenden of een van hen ten minste zestig jaar oud of aangetast zijn door een bestendige invaliditeit van ten minste 50 t. h. :

a) In de gevallen waar deze voorwaarden vervuld werden op den datum van 28 Juli 1926, ontvangen zij :

1° Voor een inkomen van ten minste 15,000 frank, de hoofdsom van de toekenning : 800 frank;

2° Voor een inkomen begrepen tusschen 3,600 frank en 15,000 frank :

De hoofdsom van de toekenning fr. 800

De bij artikel 40bis der samengeordende wetten voorziene verhooging 700

Fr. 1,500

3° Indien hun inkomen lager is dan 3,600 frank... (het vervolg zooals in tabel I).

Het ontwerp van de Bijzondere Commissie van de Kamer door deze vergadering gestemd en thans aan den Senaat voorgelegd, verschilt volkomen van het voorstel van den heer de Burlet c. s., dat het door een gansch nieuwe beschikking vervangt, die er geen verband mee heeft.

In plaats van artikel 40bis der samengeordende wetten van 11 Augustus 1923 te wijzigen, wijzigt het uitsluitend artikel 13, lid 5, der wet van 28 Juli 1926, krachtens hetwelk het veranderlijk deel geheel ontzegd wordt aan de bloedverwanten in opgaande linie wier inkomen 3,600 frank bedraagt.

Het ontwerp vervangt dit laatste bedrag door dit van het van supertaxe

vrijgesteld maximum globaal inkomen(1)

Het ontwerp zal voor uitwissel hebben op de volgende wijze de veronderstellingen en oplossingen te wijzigen in de gevallen waar het pensioen kan toegekend worden aan het paar bloedverwanten wier toestand wij als voorbeeld hebben genomen :

III. — REGIEM VOORGESTELD DOOR HET ONTWERP AAN DEN SENAAAT VOORGELEGD.

1. Wanneer de belanghebbenden noch zestig jaar oud, noch aangetast zijn door gebrekkelijkheden die een bestendige invaliditeit van 50 t. h. teweegbrengen :

a) Zoo zij een inkomen hebben van ten minste 7,500 frank, bedraagt hun totale toekenning 800 frank;

b) Indien hun inkomen lager is dan 7,500 frank, trekken zij :

1° De hoofdsom van het pensioen fr. 800

2° Den veranderlijken bijslag. 1,360

Fr. 2,160

2. Wanneer de belanghebbenden of een van hen ten minste zestig jaar oud of aangetast zijn door een bestendige invaliditeit van ten minste 50 t. h. :

a) In de gevallen waar deze voorwaarden zijn vervuld op den datum van 28 Juli 1926, ontvangen zij :

1° Voor een inkomen van meer dan 7,500 frank : de hoofdsom van het pensioen, 800 frank ;

2° Voor een inkomen juist gelijk aan 7,500 frank : de hoofdsom van het pensioen fr. 800

De bij artikel 40bis der samengeordende wetten voorziene verhooging 700

Fr. 1,500

(1) En niet « van de supertaxe ontheven minimum », onjuiste gebruikelijke uitdrukking door het ontwerp gezeigd.

3^o Voor een inkomen lager dan 7,500 frank : de hoofdsom van het pensioen fr. 800

Den veranderlijken bijslag op deze som 1,360

De bij artikel 40bis voorziene verhooging 700

— — —
Fr. 2,860

b) In de gevallen waar de bij artikel 40bis voorziene voorwaarden slechts na 28 Juli 1926 werden vervuld, dan zijn de oplossingen gelijk aan de onder n^r 1^o voorziene veronderstelling :

1^o Voor een inkomen van meer dan 7,500 frank, bedraagt het pensioen 800 frank ;

2^o Voor een inkomen van minder dan 7,500 frank, bedraagt het :

Een vast gedeelte van . . . fr. 800

Een veranderlijken bijslag van . 1,360

— — —
Fr. 2,160

Kortom, het wetsontwerp zooals trouwens ook het voorstel, waarbij het aansluit, laat de ongerijmdheden voortbestaan die in de huidige wetgeving reeds werden vastgesteld. Bepalen wij ons er toe er twee te vermelden :

De bijslag voorzien bij artikel 40bis der samengeordende wetten (zegge 700 fr. voor de twee echtgenooten gezamenlijk), zal worden verleend aan het koppel verwanten in opgaande linie dat wij een oogenblik geleden op het oog hadden, indien een der belanghebbenden zestig jaar oud was op datum van 28 Juli 1926; dit voordeel wordt aan hetzelfde onttrokken indien bedoelde leeftijd slechts werd bereikt den 29ⁿ derzelfde maand.

Hetzelfde koppel verwanten in opgaande linie, dat verkeert in bepaalde voorwaarden onder opzicht van ouderdom en invaliditeit, zal trekken :

Een pensioen van 2,860 frank, indien het globale jaarlijksche inkomen 7 duizend 499 frank bedraagt.

Een pensioen van 1,500 frank, indien het globale jaarlijksche inkomen 7 duizend 500 frank bedraagt. Een pensioen van 800 frank, indien het globale jaarlijksche inkomen 7,501 frank bedraagt.

De Commissie oordeelt dat er zou dienen overgegaan tot eene herziening dezer organieke bepalingen, ten einde het gedeelte der pensioenwetten te vereenvoudigen dat betrekking heeft op de verwanten in opgaande linie van militairen.

Bij dezelfde gelegenheid zou men kunnen onderzoeken of het mogelijk is, voor zooveel de middelen der Schatkist zulks toelaten, de toekenningen te verhoogden die ontoereikend zijn om de ouders en grootouders onzer verdedigers tegen gebrek te vrijwaren. Zij hebben recht op een veiligen en waardigen ouden dag.

In afwachting dat deze hervorming worde tot stand gebracht, en gezien de gedeeltelijke verbetering die het wetsontwerp tracht te verwezenlijken, stelt de Commissie aan den Senaat eenparig voor hetzelfde goed te keuren.

De Voorzitter,
JULES LEKEU.

De Verslaggever,
HUBERT PIERLOT.